

PARLEMENT EUROPÉEN

Délégation pour les relations avec Israël

*28^e rencontre interparlementaire Parlement européen/Israël
13-19 mars 2004*

Rapport de M. Willi Görlach, président de la délégation

I. Introduction

Le groupe de travail était présidé par M. Willi Görlach, président de la délégation pour les relations avec Israël. Les autres membres étaient MM. Jan Dhaene (vice-président), van Dam, Pannella et van den Bos.

Les entretiens ont eu lieu dans une atmosphère détendue, le choix des interlocuteurs répondant aux propositions de la délégation. La visite, qualifiée de très importante, étant donné la situation actuelle a été toutefois assombrie par une attaque suicide. Peu après l'arrivée de la délégation le 14 mars, un attentat a été commis dans le port d'Ashkot (au sud de Tel Aviv), entraînant la mort de plusieurs personnes. La délégation du PE, des représentants du corps diplomatique des pays de l'UE et le président de la délégation de la Commission ont déposé une gerbe sur les lieux de l'attentat.

Une visite à la Cour suprême a été insérée à la dernière minute dans le programme, au cours de laquelle la délégation a pu se faire une idée des travaux de la Cour suprême.

Le séjour s'est clôturé par une conférence de presse.

II. Entretiens avec des représentants de l'UE

Au cours de cette rencontre, à laquelle ont participé en particulier des membres de la présidence irlandaise, des représentations diplomatiques italienne, néerlandaise et hongroise ainsi que les présidents des délégations pour les relations avec Israël et la Cisjordanie occidentale et la bande de Gaza, il a été essentiellement question des relations de l'UE avec Israël et de la feuille de route.

Il a été souligné tout d'abord que quelques changements ont eu lieu en Israël depuis la visite de la délégation, il y a presque un an: la situation économique s'est détériorée et sur le plan politique, un virage s'amorce. Le Premier ministre a reconnu qu'une Europe élargie représente un intérêt accru pour Israël. En outre, avec son projet d'abandonner les colonies de Gaza, il a fait preuve d'une initiative que personne n'attendait de sa part.

Les relations entre Israël et l'Autorité palestinienne ont été qualifiées de problématiques. Il y a toutefois des signes d'espoir: dans le cadre d'une coopération scientifique entre l'UE et Israël, le représentant palestinien a été associé, à la demande d'Israël. Pour les questions concernant la gestion de l'eau, il y a désormais des entretiens tripartites. Si Israël faisait l'objet d'un boycott de l'UE, celui-ci toucherait également la Palestine.

Récemment, les relations entre l'UE et Israël se seraient améliorées. Ainsi on observe des progrès précisément dans le domaine scientifique; le projet Galileo et la coopération dans le domaine de l'énergie ont été cités comme exemples. Ceci se traduit par une confiance accrue d'Israël à l'égard de l'UE. D'autre part, le problème de la clause d'origine pour les produits agricoles cultivés dans les territoires occupés a pu être réglé récemment.

Tous ces progrès ne peuvent toutefois faire oublier que l'UE doit simultanément faire progresser le processus de paix dans le cadre du "quatuor".

Un thème qui est intervenu dans de nombreux entretiens est la question d'une adhésion éventuelle d'Israël à l'UE. À l'issue d'un sondage récent parmi la population, une majorité en faveur d'un tel projet s'est dégagée. On pourrait toutefois faire valoir qu'un résultat aussi positif aurait été obtenu si le sondage avait eu pour objet une adhésion d'Israël aux États-Unis.

III. Entretiens avec des organisations non gouvernementales

1. Israeli-Palestinian Bereaved Families for Peace

L'organisation, forte de plus de 500 membres, fondée en 1995 et bénéficiant jusqu'à présent d'un soutien d'un million d'euros de la part de la Commission, dont les membres ont perdu des proches au cours du long conflit entre Palestiniens et Israéliens, s'est donné pour but de parvenir à une solution pacifique du conflit. Les initiatives suivantes ont été prises:

- visite d'écoles israéliennes et palestiniennes
- action téléphonique: initiative Hello Peace (250 000 appels entre Palestiniens et Israéliens).
- actions de dons du sang par des représentants des deux peuples.

Des actions unilatérales qui ne soutiendraient que les Palestiniens ou les Israéliens, loin de contribuer au règlement du conflit, seraient contreproductives.

Afin de conférer davantage de poids à cette organisation, on s'emploie à solliciter la participation de hautes personnalités telles que le Prince Hassan de Jordanie et l'ancien ministre des Affaires étrangères, Madeleine Albright.

2. Center for Public Affairs

Le professeur Steinberg, représentant ce centre, n'a pas épargné les critiques à l'encontre de l'UE: celle-ci devrait prendre des mesures plus rigoureuses concernant la sélection des organisations qu'elle finance. Trop d'argent serait versé à des organisations qui n'en sont pas dignes. Il a en

autre critiqué le représentant de l'organisation, entendu peu avant par la délégation. Celle-ci ne serait pas représentative et poursuivrait des objectifs inappropriés.

3. Moshe Dayan Center for Middle East and African Studies

Le Professeur Asher Susser s'est montré très critique en ce qui concerne la situation dans le monde arabe: les pays arabes se désintéressent du conflit israélo-palestinien, étant trop préoccupés d'eux-mêmes. L'agenda au Proche-Orient est déterminé par les États-Unis, l'Iran, Israël et la Turquie. Les rencontres au sommet arabes n'ont donné aucun résultat. Même la récente initiative de constituer un parlement arabe n'a pas été couronnée de succès. Il est très possible selon lui de conjuguer la démocratie et l'Islam à condition d'observer une stricte séparation entre l'État et la religion.

En ce qui concerne l'avenir d'Israël, il s'est montré pessimiste: à long terme, Israël ne peut pas résister à la suprématie arabe, en particulier en raison de l'évolution démographique. Certes, l'immigration des Juifs russes au début des années 90 a rétabli l'équilibre; il faudrait toutefois, chaque année, 250 000 nouveaux immigrants pour que la population juive ne devienne pas minoritaire dans son propre pays. Il y a lieu de se féliciter de l'initiative d'Ariel Sharon d'évacuer la bande de Gaza mais il n'est pas certain que les colons aient accepté une décision prise de façon démocratique à la Knesset, Dieu étant leur seul interlocuteur.

4. Physicians Human Rights

Cette organisation non gouvernementale, fondée en 1988, bénéficiant du soutien de l'UE, s'est scindée en une partie israélienne et une partie palestinienne et est confrontée au problème suivant:

- 70 % des ambulances se trouvant dans les territoires occupés ne pourraient atteindre leurs patients; les patients devraient se présenter aux points de contrôle, dont 90 % se trouvent non pas sur la "ligne verte" mais dans les territoires occupés. Entre-temps, des cliniques mobiles seraient installées.
- sur 300 000 travailleurs migrants, 100 000 se trouveraient illégalement en Israël et seraient soignés dans ces cliniques.
- 76 000 ressortissants vivraient dans des "villages non reconnus" et seraient pris en charge par leur organisation.

Le représentant israélien de l'organisation a souligné la bonne coopération avec ses collègues palestiniens et condamné sans appel les attentats suicides comme l'occupation par l'armée israélienne.

5. Yesh Gvul

Ce mouvement – désigné explicitement comme tel par ses représentants et non en tant qu'organisation – a été fondé en 1982, à l'occasion de l'invasion israélienne au Liban et condamne toute occupation d'un territoire étranger, qu'il s'agisse du Liban, de la Palestine ou d'autres régions du monde. Il a pour but de sensibiliser les soldats et de porter un regard critique

sur les ordres militaires, considérés dans une perspective démocratique. Les membres de l'organisation ne se définissent pas comme des pacifistes mais refusent d'attaquer des civils. Pour échapper au service militaire, il existe en théorie la possibilité d'un service civil; dans la pratique, celui-ci ne concerne toutefois que les femmes. Depuis 2001, 1 300 hommes ont refusé d'effectuer leur service militaire, 250 d'entre eux ont séjourné en prison.

6. Représentants de "The People's voice", deux États pour deux peuples

Les représentants des deux populations ont exprimé leur satisfaction face aux réactions suscitées par leurs actions: 170 000 ressortissants juifs et 7 000 arabes israéliens ont soutenu cette initiative en Israël, du côté palestinien, 135 000 en Cisjordanie et 45 000 à Gaza. Les membres du gouvernement américain Powell et Wolfowitz ont également soutenu cette action qui vise à un rapprochement pacifique des deux populations. Du côté palestinien, il a été ajouté que la population n'a en réalité aucune objection contre le mur de séparation mais estime que celui-ci aurait dû être construit sur la ligne verte.

IV. Entretiens avec des représentants d'institutions officielles

1. Jeremy Issacharoff, chef de département au ministère des affaires étrangères

Le premier thème abordé a été celui de la sécurité en Israël: 900 ressortissants israéliens auraient perdu la vie depuis le début de la deuxième Intifada. Le Hezbollah posséderait au Liban 10 000 fusées d'une portée d'environ 40 km. En Syrie, 200 fusées seraient stationnées, dont la portée a été élargie avec l'aide de la Corée du Nord. Des armes transitant par la Syrie seraient livrées par l'Iran au Liban.

Ceci montre, selon notre interlocuteur, l'importance d'un pays militairement fort, devant disposer d'un programme nucléaire, d'autant qu'Israël ne peut s'appuyer ni sur l'OTAN ni sur les États-Unis, en l'absence de traité. Contrairement à l'Iran, Israël n'a jamais signé le traité de non-prolifération (TNP) et n'a jamais été consulté sur ce point.

- **conflit israélo-palestinien**
Jeremy Issacharoff a déploré que le gouvernement israélien n'ait aucun interlocuteur fiable du côté palestinien. Le seul mouvement politiquement important, le Fatah, tend toujours davantage vers le terrorisme. Quant au Hamas, il serait financé pour moitié par l'Arabie Saoudite, l'autre moitié étant constituée par des legs et autres dons.
- **La Syrie**
Les entretiens sur la question du Golan qui ont eu lieu il y a plusieurs années à Genève n'ont pas abouti. La délégation syrienne n'était pas prête alors à discuter de cette question et a quitté la salle des négociation après cinq minutes.
- **Le Liban**
Ce pays pourrait être considéré comme l'arrière-cour de la Syrie. Aussi longtemps que les troupes syriennes se maintiennent dans ce pays, le gouvernement libanais ne peut exercer aucune influence sur le Hezbollah.

- L'Irak
Il est difficile de croire que l'Irak ne possède aucune arme de destruction massive. La chute de l'Irak permet à Israël d'avoir à nouveau des relations positives avec ses voisins.
- L'Iran
L'Iran a conçu en secret un programme nucléaire qui, selon le souhait iranien, ne devrait pas être contrôlé par l'Agence atomique à Vienne. L'Iran demeure un important exportateur d'armes et exerce de ce fait une influence négative sur la région.

2. Entretiens avec le ministre des affaires étrangères

Le ministre a abordé en particulier la question de la sécurité et le rôle de l'organisation Hamas. Cette organisation devrait être inscrite par l'UE sur la liste des organisations terroristes afin de la soustraire dans la mesure du possible à tout soutien financier. En outre, le gouvernement maintient son engagement envers la feuille de route mais manque d'un partenaire fiable du côté palestinien.

En ce qui concerne le gouvernement syrien, le ministre s'est déclaré déçu du rejet par le Président Assad d'une invitation du Président Katzav. Il a posé les exigences suivantes au gouvernement syrien:

- dissolution de toutes les organisations terroristes à Damas,
- cessation de toute aide au Hezbollah,
- fin de l'occupation syrienne au Liban (un million de Syriens travaillaient au Liban; la corruption, le trafic de drogue et l'économie seraient dominés par les Syriens).

3. Entretiens à la Knesset

Le président de la Knesset et la présidente de la délégation de la Knesset pour les relations avec le Parlement européen ont tout d'abord souligné les bonnes relations existant entre les deux délégations.

Au cours des entretiens qui ont suivi, les représentants des différents partis ont pris position sur divers thèmes importants:

a) le parti du Likoud

- plan de retrait de Gaza

Le Likoud est un grand parti populaire au sein duquel existent différentes opinions à l'égard de ce plan. Beaucoup dépend du soutien des États-Unis, d'autant qu'il n'existe pas de partenaire fiable du côté palestinien.

- Mur de séparation

Le mur n'a été édifié que pour des raisons de sécurité, il répond donc au besoin de sécurité des Israéliens ne préfigure pas un tracé des limites politique.

b) parti travailliste

- plan de retrait de Gaza

Ce parti soutient un retrait de Gaza mais il s'agit de prendre en considération les points critiques suivants: le plan n'est pas encore prêt, les discussions au sein du Likoud ne sont pas achevées, la réaction des États-Unis n'est pas connue et on ignore si Sharon survivra politiquement à ce plan.

- mur de séparation

Une solution prévoyant deux États séparés est inévitable mais le tracé actuel n'est pas acceptable. Le fait qu'Arafat soit Président des Palestiniens ne devrait pas fournir au gouvernement israélien le prétexte de ne pas négocier avec les Palestiniens.

- relations Israël/UE

La majorité des Israéliens se sentent très attirés par l'Europe. Israël en tant que petit État pourrait ne pas survivre seul à long terme. On pourrait envisager un partenariat particulier d'Israël et de la Palestine avec l'UE.

- *le parti Shinui*

En tant que parti libéral, il s'engage en faveur des droits de l'homme, du mariage civil, de la liberté religieuse et des droits pour les homosexuels. Il rejette toutefois en temps de guerre un service civil de remplacement tel que le préconisent les refuzniks. Il se prononce d'autre part en faveur d'un service de défense, y compris pour les Juifs orthodoxes. Leurs moyens financiers ont été réduits sous l'influence du parti. Sharon serait devenu un politicien modéré, de plus en plus fidèle à la ligne du parti.

- mur de séparation

Pour le parti, Israël n'édifie pas un mur mais une barrière. Ce parti se montre toutefois critique concernant le tracé.

d) le parti orthodoxe

- mur de séparation

Les représentants de ce parti considèrent qu'il s'agit en fait d'une barrière de sécurité.

e) Liste arabe

Ce parti se prononce contre le terrorisme tout en estimant que les Palestiniens ont le droit d'être défendus. Il estime que les partenaires du côté palestinien sont suffisamment nombreux mais que le gouvernement israélien ne montre pas d'intérêt pour des négociations. La ligne de démarcation a été qualifiée de ligne d'occupation.

4. Entretiens avec Shimon Peres, président du parti travailliste

M. Peres a approuvé le plan de retrait de Gaza. Selon lui, Sharon perdra le contrôle de la situation si une décision n'est pas prise rapidement, d'autant que l'évolution démographique est défavorable à Israël.

Il s'est déclaré favorable au mur de séparation en précisant toutefois que des corrections doivent être apportées en ce qui concerne le tracé. Selon lui, la situation générale est caractérisée par l'enlèvement, les Palestiniens n'arrivant pas à résoudre le problème des mouvements terroristes et aucune solution n'étant en vue du côté israélien en ce qui concerne la question des colonies. Les deux parties sont donc tributaires d'une aide extérieure. Un partenariat spécifique avec l'UE serait certainement utile. À propos de l'Iran, M. Peres a préconisé une approche progressive: après avoir exercé des pressions politiques et économiques, une intervention militaire ne serait pas exclue au cas où l'Iran n'aurait pas cédé. Des pressions économiques analogues à celles exercées à l'encontre de l'Afrique du Sud et de la Libye pourraient s'avérer efficaces.

5. Entretiens avec le Président

Dans son discours introductif, le Président a souligné que la situation s'est détériorée depuis la dernière réunion avec la délégation du PE il y a un an. Cela tient en partie au fait que les éléments destructeurs présents au sein de la société palestinienne l'ont emporté. Si l'on pouvait mettre un terme à la violence, des négociations pourraient être engagées sans délai, la construction du mur de séparation serait immédiatement arrêtée et des milliers de Palestiniens pourraient à nouveau travailler en Israël.

Le Président a qualifié de provisoire le mur de séparation édifié pour des raisons de sécurité, le tracé définitif devant encore faire l'objet de négociations politiques. Il s'est déclaré persuadé que l'Autorité palestinienne pourrait mettre un terme au terrorisme, d'autant qu'elle dispose de 40 000 soldats et que le Hamas ne dispose que de 1 000 miliciens.

L'UE devrait, selon lui, exercer de plus fortes pressions politiques et économiques sur l'Autorité palestinienne, d'autant plus que l'UE serait écoutée du Hamas et du Hezbollah.

Interrogé sur l'éventuelle adhésion d'Israël à l'UE, le Président Katzav a réagi de façon très positive.

Évaluation

Les entretiens ont souligné le plus souvent l'importance croissante que revêt l'UE pour Israël. Ceci se traduit par un renforcement des échanges commerciaux, par des accords de coopération dans le domaine technico-économique et surtout par la coopération dans le cadre du projet Galileo. L'élargissement de l'UE, qui entraîne une proximité directe du fait de l'adhésion de Chypre rapproche davantage Israël de l'UE.

Il a été suggéré que le Parlement s'attache à renforcer les échanges d'élèves du secondaire et d'étudiants.

En ce qui concerne la recherche d'une solution pacifique, il a été proposé que seules les organisations qui s'engagent des deux côtés par des activités communes en faveur de la paix, bénéficient du soutien de la Commission.

Compte tenu des expériences qui ont été faites, en particulier du renforcement très récent des relations parlementaires avec la Knesset, et de l'engagement d'un dialogue avec la société civile israélienne, il convient de veiller à ce que les relations avec nos partenaires dans le cadre d'échanges mutuels réguliers se poursuivent. Outre la délégation, des commissions spécialisées ayant des points de contact avec la région du Proche-Orient devraient davantage mettre à profit les possibilités de contact avec Israël afin d'établir les liens sur une base large.